

“Égalité territoriale”

Le thème central Les territoires, les populations qui y vivent sont-ils traités de façon égale (ou équitable) par les politiques publiques qui y sont conduites, par l'État ou les collectivités territoriales ? Il importe de s'interroger sur les conditions qui permettraient à l'action publique d'être plus efficace et de participer à une plus grande égalité des chances en termes d'emploi, d'habitat, de formation et de culture, qu'il s'agisse de mieux organiser les territoires et d'assurer une meilleure articulation entre les acteurs publics, de parvenir à une répartition plus équitable des ressources et des charges ou de garantir la présence du service public sur l'ensemble du territoire. Les réponses peuvent être trouvées dans la poursuite de la décentralisation, la mise en œuvre effective de la déconcentration, la maîtrise de l'intercommunalité mais aussi dans le développement de la territorialisation des politiques publiques et la reconnaissance du droit à l'expérimentation.

Lundi 18 novembre 2002

Réunion annuelle des maires d'Outre-mer à l'Hôtel de Ville de Paris

9h30

● Ouverture de la journée par MM. **Bertrand Delanoë**, maire de Paris, et **Daniel Hoeffel**, président de l'Association des maires de France.

10h00 – 12h00

● Séance plénière sur le thème « Égalité territoriale et mobilité ». Comment améliorer les conditions de transports tant intérieurs qu'extérieurs pour permettre le développement économique, la formation et l'emploi ?

12h00

● Intervention de M. **Léon Bertrand**, secrétaire d'Etat au Tourisme.

14h30 – 17h30

● Ateliers sur l'accès au haut débit et aux technologies de l'information et de la communication et sur les améliorations à apporter à la loi SRU (solidarité et renouvellement urbains).
● Clôture par Mme **Brigitte Girardin**, ministre de l'Outre-mer.

Mardi 19 novembre 2002

PARIS EXPO – PORTE DE VERSAILLES

9h30 – 10h00 Assemblée générale (Auditorium)

● Rapport financier présenté par M. **Michel Charasse**, trésorier général de l'AMF

10h00 – 12h30 (Auditorium)

● **Service public et égalité territoriale.** Séance coanimée par MM. **Pierre Hérisson**, maire de Sevrier (74), et **Jean-Claude Frécon**, maire de Pouilly-lès-Feurs (42).

Comment organiser et faire fonctionner des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire tout en tenant compte des évolutions démographiques qui s'y produisent et des contraintes financières qu'elles induisent ?

Les maisons de services publics et les nouvelles technologies de l'information constituent-elles une des réponses et à quelles conditions ? Ne faut-il pas, dans les territoires urbains et ruraux les plus fragiles, développer le partenariat entre l'État, les organismes chargés d'une mission de service public et les collectivités locales ? Comment l'État territorial entend-il s'organiser pour maintenir et améliorer le niveau et la qualité de ses services aux collectivités locales ?

Avec la participation de MM. **Didier Guillaume**, maire de Bourde-Péage (26), et les interventions de MM. **Jean-Paul Bailly**, président de la Poste, **M. Gérard Wolf**, directeur général adjoint du groupe EDF, **Nicolas Jacquet**, délégué général à la DATAR et **Henri Plagnol**, secrétaire d'État à la Réforme de l'État.

POINTS INFO TECHNIQUES

10h00 – 11h00

● Les différents modes de financement des déchets ● Intercommunalité

11h00 – 12h00

● Le CCAS ● Marchés publics

14h30 – 15h30

● Assurances ● Accès aux fonds structurels européens

11h30 – 12h30

● Inauguration du salon par MM. **Daniel Hoeffel**, président de l'AMF, **André Laignel**, secrétaire général de l'AMF, **Jacques Guy**, président du Groupe Moniteur, et **Jean-Louis Debré**, président de l'Assemblée nationale.

14h30 – 16h00 (Auditorium)

- Assemblée générale
- Bilan de l'action de l'AMF en matière d'intercommunalité, présenté par M. **Jacques Pélissard**, premier vice-président de l'AMF, maire de Lons-le-Saunier (39).
- Propositions de l'AMF pour la fonction publique territoriale, présentées par Mme **Descamps-Crosnier**, maire de Rosny-sur-Seine (78) et interventions de MM. **André Rossinot**, président du CNFPT, **Claudy Lebreton**, président du CSFPT et **Jacques-Alain Benisti**, vice-président de l'UNCDG.
- Rapport d'activité présenté par M. **André Laignel**, secrétaire général de l'AMF.
- Message de M. **Jean-Paul Delevoye**.

16h00 – 17h30

● Séance solennelle d'ouverture : intervention de MM. **Bertrand Delanoë**, maire de Paris, **Daniel Hoeffel**, président de l'AMF, et **Jean-Pierre Raffarin**, Premier ministre.

Mercredi 20 novembre 2002

9h00-16h00

Vote sur le rapport d'activité

9h30 – 12h30

(Auditorium)

● **Égalité territoriale, Aménagement du territoire, Europe**

Séance présidée par M. **Daniel Hoeffel**, président de l'AMF avec :

- les témoignages de MM. **Angelo Muzio**, maire de Frassineto Po (Italie), **Roland Schäfer**, maire de Bergkamen (Allemagne), **Willy Taminiaux**, bourgmestre de La Louvière (Belgique).
- les interventions de MM. **Daniel Lebègue**, directeur général de la CDC, **Noëlle Lenoir**, ministre déléguée aux affaires européennes, **Michel Barnier**, commissaire européen, **Jean-Paul Delevoye**, ministre de la Fonction publique, de la réforme de l'État et de l'aménagement du territoire.

(Salle europe)

● **Les élus face aux restructurations industrielles :**

Atelier sous la présidence de M. **Maxime Camuzat**, maire de

Saint-Germain-du-Puy (18), avec la participation de M. **Jean-Noël Cardoux**, maire de Sully-sur-Loire (45), **Jean-Pierre Balligand**, maire de Vervins (02), **Jean-Pierre Albertini**, maire de Salbris (41), l'intervention d'experts et chefs d'entreprises et le concours de la CDC et de la SOFRED.

14h30 – 17h30

● **Ateliers en concomitance sur le thème du Congrès**

1. INTERCOMMUNALITÉ – PAYS – SCOT :

Quelles améliorations ? (Auditorium)

● Sous la présidence de M. **Jacques Pélissard**, maire de Lons-le-Saunier (39), et la coanimation de MM. **Philippe Duron**, maire de Louvigny (14), et **André Rossinot**, maire de Nancy (54). Des améliorations (clarification, simplification, assouplissement, voire suppression de certaines dispositions) peuvent être apportées aux lois qui, depuis 1999, ont cherché par la mise en place de structures (communautés, pays) et l'élaboration de schémas (SCOT, PLH, PLU, PDU) à assurer une organisation et un développement plus solidaires et plus cohérents des territoires urbains, périurbains et ruraux. Qu'il s'agisse de la définition de l'intérêt communautaire, de l'articulation des périmètres, des compétences et des rôles respectifs des communautés, des pays et des SCOT ou des contraintes pesant sur l'urbanisation et l'aménagement de certains territoires périurbains et ruraux ; Qu'il s'agisse plus généralement de conforter les communes et les communautés dans la nouvelle organisation territoriale.

Avec la participation de MM. **Louis Besson**, maire de Chambéry (73), **Marc Censi**, président de l'Assemblée des communautés de France, **Pierre Ducout**, maire de Cestas (33).

2. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (Salle 41)

● Séance coanimée par MM. **Dominique Caillaud**, maire de Saint-Florent-des-Bois (85), président du groupe de travail « Technologies de l'information et de la communication, et **André Laignel**, maire d'Issoudun (36), président du groupe de travail « Télévisions locales ».

Pour assurer le plus large accès à ces technologies et développer tous les services qu'elles permettent, pour éviter la fracture numérique, sociale et territoriale, il faudra notamment dans la mise en place des infrastructures de télécommunication com-

**POINTS
INFO
TECHNIQUES**

10h00 – 11h00

● Statut de l'élu ● TVA et FCTVA

11h00 – 12h00

- Indemnités de chômage des agents publics territoriaux
- Recensement des jeunes de 16 ans

biner l'action des opérateurs et des collectivités publiques. Comment, dans un contexte nécessairement évolutif, définir le rôle de chacun dans la mise en place de télévisions locales, de la téléphonie mobile et dans l'accès au haut débit ?

Avec la participation

Pour la séquence TIC, animée par **M. Dominique Caillaud**, de **M. André Marcon**, expert, membre du Conseil économique et social, **Mme Françoise Nicolas**, maire de Vandoeuvre-les-Nancy (54), **M. Daniel Nouaille**, maire d'Aixe-sur-Vienne (87), **M. Thierry Carcenac**, président du conseil général du Tarn (81), **M. Jean-Michel Hubert**, président de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), **Mme Gabrielle Gauthey**, de la CDC, et un **représentant** de la DATAR.

Pour la séquence Télévisions locales animée par **M. André Laignel**, **MM. Gérard Baumel**, maire de Cèreste (04), **Martial Gabillard**, président de l'AVICAM, **Philippe Levrier**, membre du conseil supérieur de l'audiovisuel, **Michel Boyon**, conseiller d'Etat et un représentant du ministère de la Culture.

3. POLITIQUES ÉDUCATIVES (Salle Europe)

● Séance coanimée par **MM. Jean Germain**, maire de Tours (37), et **Pierre-Yves Jardel**, maire d'Orbais-l'Abbaye (51).

Quelles modifications faut-il apporter à l'organisation, à la gestion et au fonctionnement du système éducatif pour assurer sur l'ensemble du territoire un enseignement scolaire de qualité ? Faut-il redéfinir le rôle des acteurs de la décentralisation scolaire : État et collectivités territoriales ? Comment permettre aux politiques de discrimination positive de renforcer l'égalité des chances ? Ne convient-il pas d'inscrire la gestion de la carte scolaire dans un dispositif contractuel impliquant les différents partenaires pour prévenir et traiter les phénomènes de ségrégation ?

Avec la participation de **Mme Marie-Thérèse Geffroy**, directrice de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme, **M. Francis Oudot**, président de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes, et **M. Frédéric Bourcier**, président du réseau des villes éducatives.

Intervention de **M. Xavier Darcos**, ministre délégué à l'Enseignement scolaire.

4. LOGEMENT SOCIAL (Salle 42)

● Séance coanimée par **Mme Annie Guillemot**, maire de Bron (69), et **M. Georges Mothron**, maire d'Argenteuil (95).

C'est dans les agglomérations urbaines que l'on a surtout cherché à répartir de façon plus équilibrée l'offre de logement social en combinant la libre intervention des communes (PLH) avec des dispositions plus contraignantes (seuil de 20 %).

Faut-il laisser davantage place à la coopération entre les communes d'une agglomération ? Ne faut-il pas que l'offre de logement social soit organisée sur un territoire plus large en s'ap-

puyant sur un système de financement décentralisé ?

Avec la participation de **M. Gilles de Robien**, ministre de l'Équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer et de **représentants** de l'Union sociale pour l'habitat, de la Caisse des dépôts et consignations et de Dexia Crédit local.

19h00

● Réception par **M. Bertrand Delanoë**, maire de Paris, à l'Hôtel de Ville de Paris.

jeudi 21 novembre 2002

9h30 – 12h30

1. FINANCES (Auditorium)

● Sous la présidence de **M. Philippe Laurent**, maire de Sceaux (92), assisté de **M. Pascal Buchet**, maire de Fontenay-aux-Roses (92).

Si la volonté de conforter le principe de la libre administration des collectivités locales peut justifier que l'on reconnaisse et garantisse globalement leur autonomie fiscale, la nécessité de réduire les disparités de ressources peut fonder la recherche des voies et des moyens d'une plus grande péréquation.

Quelles réformes faut-il opérer dans le système fiscal des collectivités locales et dans la répartition des concours financiers de l'État et spécialement de la DGF des communes et des communautés ?

Intervention de **M. Christian Poncelet**, président du Sénat.

Débats avec la participation de **MM. Jean-Pierre Fourcade**, président du Comité des finances locales, **Michel Charasse**, maire de Puy-Guillaume (63), **Jean-Claude Frécon**, maire de Pouilly-lès-Feurs (42), **Jacques Guerber**, président du directoire de Dexia Crédit local.

Avec **MM. Pierre Mehaignerie** et **Jean Arthuis**, présidents de la Commission des finances, de l'Assemblée nationale et du Sénat et des rapporteurs généraux de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, **Gilles Carrez**, et du Sénat, **Philippe Marini**.

Intervention de **M. Alain Lambert**, ministre délégué au Budget et à la réforme budgétaire.

2. POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN (Salle Europe)

● Séance coanimée par **MM. François Rebsamen**, maire de

**POINTS
INFO
TECHNIQUES**

14h30 – 15h30

● Les nouvelles pratiques funéraires

Dijon (21), et **Jean-Jacques Pignard**, maire de Villefranche-sur-Saône (69).

La politique de la ville ne doit-elle pas être améliorée dans le sens d'une simplification et d'un assouplissement ? Ne faut-il pas également veiller à soutenir, par des financements spécifiques, les communes et communautés qui n'ont pas toutes les moyens de faire face aux engagements liés à cette politique ? Comment assurer une meilleure articulation entre la structure d'agglomération, la commune et les quartiers ? Sur quels financements et quels outils les communes peuvent-elles s'appuyer pour leurs projets de renouvellement urbain ?

Avec la participation de **M. Pierre Bourguignon**, maire de Sotteville-les-Rouen (76), **Mme Véronique Fayet**, adjointe au maire de Bordeaux (33), **M. Claude Dilain**, maire de Clichy-sous-Bois (93), vice-président du Conseil national des villes, et de **M. Michel Gonnet**, directeur général adjoint de la CDC. Intervention de **M. Jean-Louis Borloo**, ministre délégué à la Ville et à la rénovation urbaine.

3. SÉCURITÉ (Salle 41)

● Séance coanimée par **Mme Marie-Louise Fort**, maire de Sens (89), et **M. Jean-Pierre Balduyck**, maire de Tourcoing (59).

Quelles perspectives nouvelles ouvrent la nouvelle architecture institutionnelle de la sécurité, le redéploiement et la réorganisation des forces de la police nationale et de la gendarmerie, la mise en place d'une justice de proximité pour les maires des villes des communes périurbaines et des communes rurales, désormais présidents des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance ? Quels rapports pourront s'instaurer entre les maires, la police et la justice et plus généralement avec les différents acteurs publics et privés impliqués dans la politique de sécurité ?

Avec la participation de **MM. Nicolas Sarkozy**, ministre de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales ou de son représentant, et **Dominique Perben**, garde des Sceaux, ministre de la Justice.

4. ENVIRONNEMENT (Salle 42)

● Séance coanimée par **MM. Gérard Saumade**, maire de Saint-Mathieu-de-Trévières (34), et **Gilles Vincent**, maire de Saint-Mandrier-sur-Mer (83).

La gestion de l'alimentation en eau, de l'assainissement, des déchets... se traduit pour les usagers par de fortes inégalités territoriales.

Pendant toute la durée du Congrès, la mission Intercommunalité se tiendra à la disposition des maires et des présidents de communautés pour toutes informations et conseils sur la mise en œuvre de l'intercommunalité.

Les redevances des agences de l'eau devraient permettre de créer une solidarité de bassin. Leur système actuel est à la fois incohérent et injuste.

Le financement de l'élimination des déchets repose encore largement sur les ménages. Les réponses tiennent-elles seulement en une amélioration substantielle du soutien sur les emballages et en une internalisation des coûts ?

La gestion centralisée de l'électricité permet de créer l'équité tarifaire entre usagers. Le développement des énergies renouvelables (éolien, solaire, bois) ne comporte-t-il pas le risque d'une trop grande spécialisation des territoires ?

Avec la participation de **MM. Denis Merville**, maire de Sainneville (76), **Michel Bourgain**, maire de l'Île-Saint-Denis (93), **Roger Rinchet**, maire de Montmélian (73), **Mme Michèle Attar**, membre du Conseil économique et social, **MM. Marcel Larmanou**, maire de Gisors (27), **François Pelletant**, maire de Linas (91), **Dominique Braye**, maire de Buchelay (78), et **des représentants** du ministère de l'Écologie et du développement durable.

12h30 – 14h30

● Réception offerte par Dexia Crédit local.

14h30 – 16h45 (Auditorium)

● Table ronde sur la décentralisation avec la participation de **MM. Daniel Hoeffel**, président de l'AMF, **André Laignel**, secrétaire général de l'AMF, **Jean-Marie Bockel**, président de l'Association des maires des grandes villes de France, **Bruno Bourg-Broc**, président de la Fédération des maires des villes moyennes, **Pierre Bourguignon**, président de l'Association des maires Ville et banlieue de France, **Martin Malvy**, président de l'Association des petites villes de France, **Gérard Pelletier**, président de la Fédération nationale des maires ruraux, **Jean Puech**, président de l'Assemblée des départements de France, **Gérard Longuet**, président de l'Association des régions de France.

● Projet de résolution générale présenté par **M. André Laignel**, secrétaire général de l'AMF.

● Intervention de **M. Nicolas Sarkozy**, ministre de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

16h45 – 17h00

● Clôture du Congrès par **M. Daniel Hoeffel**, président de l'AMF.

18h00

● Réception des maires et des présidents de communautés par le bureau et le président de l'AMF.